

L'essentiel expliqué simplement

Les prestations complémentaires

à la prévoyance vieillesse et survivants suisse

à la prévoyance invalidité suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS

Introduction

La Suisse dispose d'un système de sécurité sociale solide, qui protège bien la population contre les pertes de gain durables. L'AVS, la prévoyance professionnelle et l'assurance-invalidité assurent un revenu décent aux retraités, aux survivants et aux personnes en situation de handicap qui peuvent ainsi vivre à l'abri du besoin.

Les rentes de vieillesse, de survivants et d'invalidité ne suffisent toutefois pas toujours à couvrir toutes les dépenses courantes. C'est notamment le cas lorsque la rente perçue est modeste en raison d'interruptions dans le parcours professionnel, lorsqu'une personne nécessite des soins ou qu'elle doit aller vivre dans un home et qu'elle n'a plus d'économies. Les prestations complémentaires (PC) permettent de répondre à de telles situations. Elles couvrent les frais d'entretien, de loyer, de soins médicaux ou de séjour dans un home que le bénéficiaire d'une rente ne peut pas assumer par ses propres moyens.

Le principe de base du système des PC, introduit en 1966, est simple et a fait ses preuves. Lorsque les revenus ne permettent pas de couvrir les besoins de base, les PC prennent en charge la différence. Le système est financé par les recettes fiscales de la Confédération et des cantons, c'est-à-dire par la collectivité. Les PC contribuent de manière ciblée et efficace à prévenir la pauvreté en Suisse.

Le régime des PC fait aujourd'hui face à de grands défis. L'espérance de vie augmente et le nombre de personnes âgées continuera de croître considérablement ces prochaines années. Simultanément, les coûts de la santé et ceux des séjours en home poursuivront leur tendance à la hausse. Cela signifie qu'à l'avenir, toujours plus de personnes dépendront des PC. Ces dernières jouent un rôle central dans le système suisse de sécurité sociale, d'où l'importance de garantir ces prestations à long terme.

Le contenu de la présente brochure se fonde sur l'état de la législation au 1^{er} janvier 2019. Les exemples chiffrés et les informations sur le montant et le calcul des PC reposent sur les chiffres applicables en 2019. Le Parlement a adopté le 22 mars 2019 une vaste réforme des PC. Elle entrera probablement en vigueur en 2021.

Les prestations complémentaires dans la sécurité sociale	2
But des prestations complémentaires	4
Conditions d'octroi des prestations	6
Demande de prestations	8
Bases de calcul	9
Prestations complémentaires périodiques	10
Remboursement des frais de maladie et d'invalidité	12
Montants pour calculer les PC des personnes vivant à domicile	13
Facteurs influençant le calcul des PC	13
Personnes vivant à domicile: prestations périodiques	14
Personnes vivant à domicile: remboursement des frais de maladie et d'invalidité	16
Montants pour calculer les PC des personnes vivant dans un home	17
Facteurs influençant le calcul des PC	17
Personnes vivant dans un home: prestations périodiques	18
Personnes vivant dans un home: remboursement des frais de maladie et d'invalidité	20
Financement	21
Défis	23

Les prestations complémentaires dans la sécurité sociale

Les prestations complémentaires (PC) entrent en jeu lorsque la prévoyance vieillesse, survivants ou invalidité ne couvre pas les dépenses courantes.

Le système suisse de sécurité sociale comprend plusieurs niveaux. En cas de vieillesse, d'invalidité ou de décès du conjoint, du père ou de la mère, l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), l'assurance-invalidité (AI) et l'assurance-accidents servent des prestations destinées à couvrir les besoins élémentaires. Suivant sa situation individuelle, l'assuré peut par ailleurs compter sur un apport financier de la prévoyance professionnelle ou d'une prévention privée comme le 3^e pilier ou une assurance-vie. Les PC entrent en jeu lorsque ces revenus et la fortune personnelle ne suffisent pas à couvrir les dépenses courantes.

Les PC veillent à ce que les retraités, les personnes avec une invalidité ou les survivants qui n'ont pas été en mesure de constituer une couverture d'assurance suffisante soient néanmoins à l'abri de la pauvreté.

Prévoyance vieillesse

AVS

Caisse de
pension

Prévoyance
privée
(pilier 3a,
assurance-vie,
fortune)



Prestations complémentaires

Si la rente AVS et d'autres
revenus ne suffisent pas
à couvrir les dépenses
courantes, les PC prennent
en charge la différence.

PC

Prévoyance invalidité

AI

Caisse de
pension

Assurance-
accidents

Prévoyance
privée
(pilier 3a,
assurance-vie,
fortune)



Prestations complémentaires

Si la rente AI et d'autres
revenus ne suffisent pas
à couvrir les dépenses
courantes, les PC prennent
en charge la différence.

PC

But des prestations complémentaires

Les prestations complémentaires (PC) sont une des pierres angulaires de la sécurité sociale suisse. Elles assurent un revenu décent aux bénéficiaires de rentes vieillesse, survivants ou invalidité qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins. Les PC permettent à toute une partie de la population d'échapper à la pauvreté et renforcent ainsi la stabilité sociale.



Dans les années 1960, de nombreuses personnes qui ne pouvaient pas ou plus travailler vivaient sous le seuil de pauvreté malgré l'introduction de l'AVS en 1948 et de l'AI en 1960. Les PC ont été introduites en 1966 pour leur garantir un revenu décent. D'abord pensées comme solution transitoire, elles ont été maintenues et développées au fil des décennies. Elles font désormais partie intégrante de la prévoyance étatique, le 1^{er} pilier, avec l'AVS et l'AI.

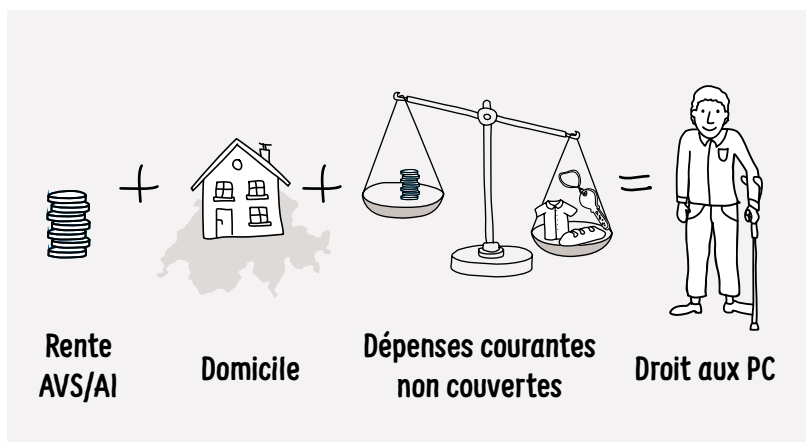
Lorsque les dépenses courantes, les séjours en institution et la participation à la vie sociale dépassent les moyens à disposition, les PC servent à combler la différence. Leurs bénéficiaires peuvent mener une vie digne en étant à l'abri du besoin.

Les PC sont essentiellement versées à des personnes qui n'ont pas de rente du 2^e pilier ou qu'une rente modeste, ainsi qu'à celles ayant des frais élevés, notamment parce qu'elles vivent en institution.

Ces aides profitent également à la société, car elles permettent l'intégration de personnes qui en seraient sinon exclues. La cohésion sociale est ainsi assurée et la société gagne en stabilité. Ce qui est bénéfique non seulement pour sa population, mais aussi pour son économie.

Conditions d'octroi des prestations

Le droit aux prestations complémentaires (PC) est garanti par la loi. Si une personne ne peut pas subvenir à ses besoins et qu'elle remplit les conditions d'octroi, elle a droit aux PC.



La perception d'une rente de l'AVS ou de l'AI est la première condition d'octroi des PC. Le versement d'une allocation pour impotent ou d'indemnités journalières de l'AI peut également y donner droit. Pour bénéficier de PC, il faut impérativement être domicilié en Suisse.

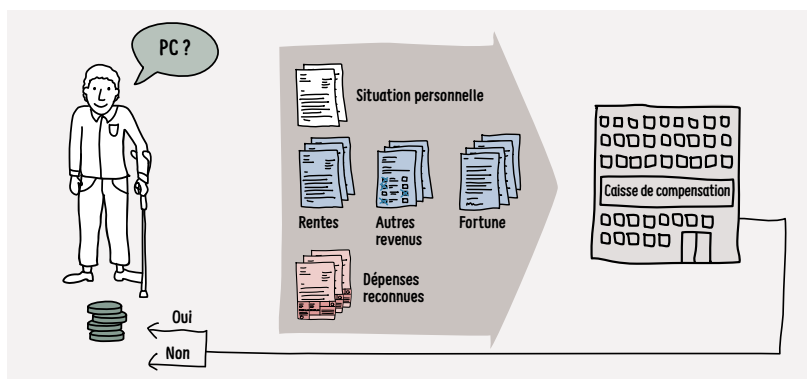
En règle générale, les ressortissants étrangers doivent avoir vécu en Suisse pendant une période ininterrompue de dix ans, les réfugiés et les apatrides pendant cinq ans. Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne sont soumis aux mêmes conditions que les ressortissants suisses.

Lorsque ces conditions sont remplies, le droit aux PC est examiné sous l'angle de la situation financière. Des PC peuvent être versées lorsque les dépenses sont supérieures aux revenus. La loi définit les dépenses reconnues et les revenus déterminants.

Sont notamment considérées comme dépenses reconnues un forfait pour les besoins vitaux, les frais de logement jusqu'à concurrence d'un montant maximal et la prime moyenne de l'assurance-maladie obligatoire. Les revenus déterminants sont essentiellement les rentes de l'AVS, de l'AI et de la prévoyance professionnelle ainsi qu'un éventuel revenu d'une activité lucrative. La fortune, si elle existe, doit également être utilisée en partie pour couvrir les dépenses.

Demande de prestations

Quiconque veut faire valoir son droit aux prestations complémentaires (PC) doit en faire la demande auprès de l'organe d'exécution des PC compétent.



Comment et où déposer une demande ?

Les PC ne sont pas versées automatiquement. Pour les obtenir, il faut déposer une demande à l'organe d'exécution compétent. La plupart du temps, ce dernier fait partie de la caisse de compensation du canton de domicile. Pour que le droit aux prestations puisse être examiné, le demandeur doit déclarer sa situation économique (revenu et fortune) en fournissant des pièces justificatives.

À quel moment déposer une demande ?

Si la demande de PC est déposée dans les six mois qui suivent une décision de rente AVS ou AI, les PC sont versées avec effet rétroactif. Si le droit aux PC naît en raison des dépenses occasionnées par un séjour en home ou à l'hôpital, les PC sont versées rétroactivement à partir du mois de l'entrée dans l'institution, à condition que la demande ait été déposée dans les six mois à compter du début du séjour.

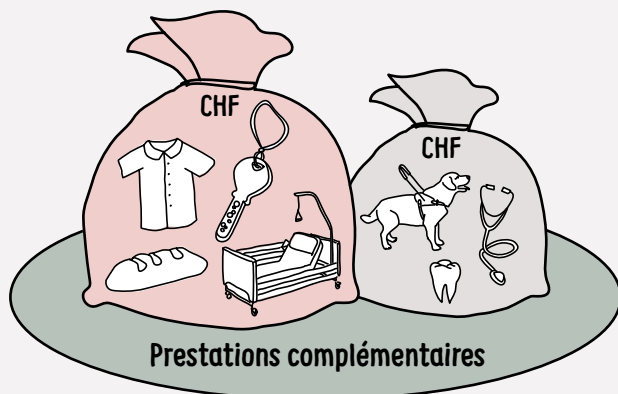
Pour les demandes présentées après ce délai de six mois, le droit aux PC débute le mois au cours duquel la demande a été déposée.

Bases de calcul

Les prestations complémentaires (PC) compensent la part non couverte des dépenses courantes et remboursent les frais supplémentaires occasionnés par une maladie ou une invalidité.

Prestations périodiques couvrant les dépenses courantes ou les frais d'un séjour en home

Remboursement des frais de maladie et d'invalidité reconnus



Les PC comprennent deux composantes: d'une part, des prestations standards versées mensuellement et destinées à couvrir les dépenses courantes (voir page 10); d'autre part, le remboursement des frais occasionnés par une maladie ou par une invalidité (voir page 12).

Lors du calcul des prestations, une distinction est faite selon qu'un assuré vit à domicile ou qu'il séjourne dans un home (voir pages 13 - 20).

Prestations complémentaires périodiques

Les PC servent à couvrir les dépenses courantes auxquelles font face tous les ménages, comme les dépenses d'habillement, d'alimentation et d'hygiène, mais aussi le loyer et les primes de l'assurance-maladie. Il n'est pas nécessaire de fournir des pièces justificatives (hormis pour le loyer), car ces dépenses sont prises en compte sur la base de forfaits annuels et versées chaque mois. C'est ce qu'on appelle la PC annuelle ou les prestations périodiques.

Lors du calcul des prestations périodiques, les dépenses courantes sont comparées au revenu. D'éventuels éléments de fortune sont également pris en compte. Si les revenus ne suffisent pas à couvrir les dépenses, les PC prennent en charge la différence. Le calcul n'est pas le même selon que la personne vit à la maison ou dans une institution (voir pages 13-20).



FONT PARTIE DES DÉPENSES RECONNUES :

POUR LES PERSONNES VIVANT À DOMICILE

- un forfait couvrant les besoins vitaux
- le loyer de l'appartement, charges comprises, jusqu'à concurrence d'un montant maximal

POUR LES RÉSIDANTS D'UN HOME

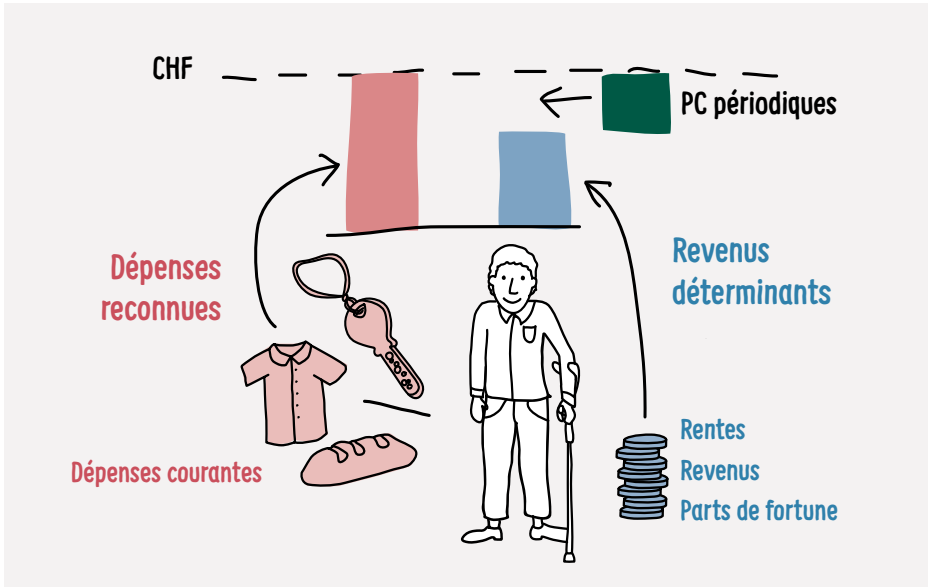
- la taxe journalière facturée pour un séjour dans un home pour personnes âgées ou handicapées, dans un établissement de soins ou à l'hôpital
- un forfait destiné à couvrir les dépenses personnelles

POUR TOUS LES AYANTS DROIT

- la prime de l'assurance-maladie obligatoire
- les éventuelles cotisations à l'AVS, à l'AI, au régime des allocations pour perte de gain (APG) et à la prévoyance professionnelle obligatoire
- d'autres dépenses comme les dépenses professionnelles, les contributions d'entretien en vertu du droit de la famille, les frais d'entretien des immeubles et les intérêts hypothécaires



Les montants reconnus au titre des dépenses figurent aux pages 14 et 18.



FONT PARTIE DES REVENUS DÉTERMINANTS :

POUR TOUS LES AYANTS DROIT AUX PC

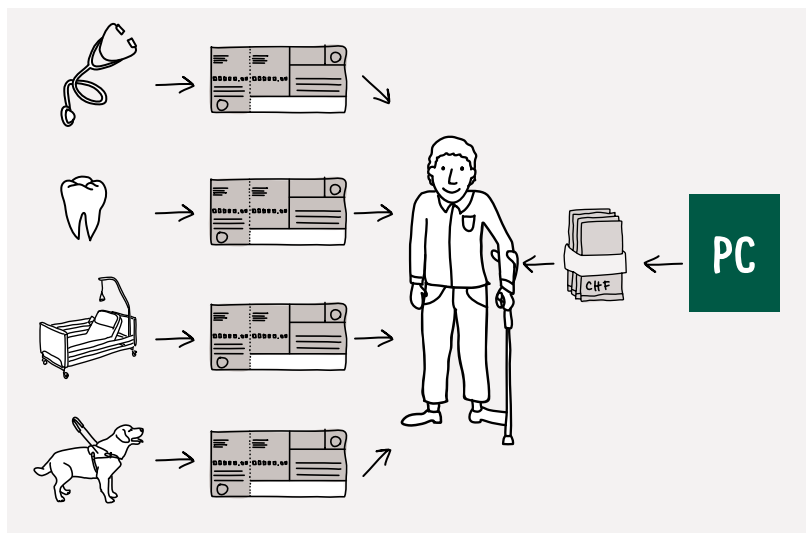
- les rentes versées par la Suisse ou par un autre pays
- les deux tiers du revenu de l'activité lucrative qui dépasse un certain montant annuel
- une part de la fortune lorsqu'elle dépasse un certain seuil
- la valeur d'un immeuble servant de logement au propriétaire lorsqu'elle dépasse un certain seuil
- d'autres revenus comme les allocations familiales, les contributions d'entretien et le revenu de la fortune
- les revenus et parts de fortune auxquels l'assuré a volontairement renoncé



Les montants pris en compte au titre des revenus figurent aux pages 15 et 19.

Remboursement des frais de maladie et d'invalidité

Le système des PC rembourse les frais occasionnés par une maladie ou par une invalidité qui ne sont pas couverts par une assurance. Pour se faire rembourser, il faut soumettre une demande à l'organe d'exécution en y joignant les pièces justificatives.



Les frais suivants peuvent être remboursés :

- la participation aux coûts des prestations de la caisse-maladie (quote-part et franchise)
- les traitements dentaires simples et appropriés
- l'aide, les soins et l'assistance à domicile ou dans des structures de jour
- les moyens auxiliaires, les frais d'un régime alimentaire et les transports vers le centre de soins le plus proche
- les cures balnéaires et les séjours de convalescence prescrits par un médecin

Les frais de maladie et d'invalidité sont remboursés jusqu'à concurrence d'un montant maximal. Ce dernier est différent selon qu'une personne vit à domicile ou en institution (voir pages 16 et 20).

Montants pour calculer les PC des personnes vivant à domicile

Le montant des prestations complémentaires (PC) pour les personnes vivant à domicile dépend dans une large mesure de leur situation familiale et résidentielle. Les revenus et la présence d'éléments de fortune ont aussi une incidence sur le calcul des PC.

Facteurs influençant le calcul des PC

Le fait qu'une personne vive seule ou qu'elle soit mariée* a une incidence sur le montant des dépenses reconnues et des revenus déterminants. La présence d'enfants dans le ménage influence également les forfaits pour les besoins vitaux, les frais de logement, les primes maladie ainsi que les revenus déterminants.

Calcul pour les couples mariés

Pour les couples vivant à domicile, les prestations périodiques sont calculées ensemble sur la base des dépenses et des revenus des deux conjoints.



Les deux pages suivantes comprennent des tableaux dont ressortent les dépenses reconnues et les revenus déterminants ainsi que les montants maximaux. On y trouve aussi des exemples de calcul. Le montant des PC correspond aux coûts non couverts, à savoir à la différence entre les revenus déterminants et les dépenses reconnues. Les coûts non couverts sont calculés pour un an et les PC sont versées mensuellement.

* Le partenariat enregistré est assimilé au mariage dans le droit des assurances sociales. De ce fait, les informations de cette brochure concernant les couples mariés s'appliquent également aux couples en partenariat enregistré.

Personnes vivant à domicile : prestations périodiques



DÉPENSES RECONNUES

A FORAITS SERVANT À COUVRIR LES BESOINS VITAUX

	Francs par an
Personne seule	19 450
Couple	29 175
Par enfant	10 170*

* À partir du troisième enfant, le montant reconnu par enfant diminue.

B FRAIS DE LOGEMENT, CHARGES INCLUSES

	Francs par an
Personne seule	max. 13 200
Couple	max. 15 000
Personne(s) avec enfant(s)	max. 15 000
Supplément pour les personnes en fauteuil roulant	max. 3600

C AUTRES DÉPENSES RECONNUES

Prime de l'assurance-maladie obligatoire	Mode de calcul Prime moyenne du canton ou de la région de primes concernée
Cotisations à l'AVS, à l'AI, au régime des APG et à la prévoyance professionnelle obligatoire	Montants effectifs
Autres frais, tels que dépenses professionnelles, contributions d'entretien en vertu du droit de la famille, frais d'entretien des immeubles et intérêts hypothécaires	Dépenses documentées

Si les dépenses reconnues visées aux tableaux A, B et C sont supérieures aux revenus déterminants visés aux tableaux D, E et F, la différence correspond à la PC annuelle, qui est versée par tranches mensuelles.

Calcul : $(A + B + C) - (D + E + F) = \text{prestations complémentaires}$



REVENUS DÉTERMINANTS

D REVENU D'UNE ACTIVITÉ LUCRATIVE

	Part prise en compte du revenu annuel	Exemple pour un revenu annuel de 40 000 francs
Personne seule	$\frac{2}{3}$ du revenu dépassant 1000 francs	$(40\,000 - 1000) \times \frac{2}{3}$ = 26 000 francs
Couple	$\frac{2}{3}$ du revenu dépassant 1500 francs	$(40\,000 - 1500) \times \frac{2}{3}$ = 25 667 francs
Personne(s) avec enfant(s)	$\frac{2}{3}$ du revenu dépassant 1500 francs	$(40\,000 - 1500) \times \frac{2}{3}$ = 25 667 francs

E AUTRES REVENUS

	Part prise en compte
Rentes versées par la Suisse ou par un autre pays	100 %
Allocations familiales, contributions d'entretien et revenus de la fortune	100 %
Revenus et parts de fortune auxquels il a été volontairement renoncé	variable

F FORTUNE

	Fortune déterminante	Part prise en compte	Exemple pour une fortune de 70 000 francs et une part prise en compte de $\frac{1}{10}$, resp. de $\frac{1}{15}$
Personne seule	Part de la fortune dépassant 37 500 francs	Personnes à l'âge de la retraite : $\frac{1}{10}$	$(70\,000 - 37\,500) / 10$ = 3250 francs
		Autres personnes : $\frac{1}{15}$	$(70\,000 - 37\,500) / 15$ = 2167 francs
Couple	Part de la fortune dépassant 60 000 francs	Personnes à l'âge de la retraite : $\frac{1}{10}$	$(70\,000 - 60\,000) / 10$ = 1000 francs
		Autres personnes : $\frac{1}{15}$	$(70\,000 - 60\,000) / 15$ = 667 francs

VALEUR D'UN IMMEUBLE OCCUPÉ PAR LE PROPRIÉTAIRE (FAIT PARTIE DE LA FORTUNE DÉTERMINANTE)*

	Part prise en compte
Personne seule ou couple vivant à domicile	Valeur fiscale moins une franchise de 112 500 francs
L'un des conjoints vit à domicile, l'autre dans un home	Valeur fiscale moins une franchise de 300 000 francs

*Les dettes hypothécaires sont déduites de la fortune globale.

Personnes vivant à domicile : remboursement des frais de maladie et d'invalidité

MONTANTS MAXIMAUX

	Francs par an
Personne seule	25 000
Couple (si un conjoint vit à domicile et l'autre dans un home)	31 000
Couple (si les deux conjoints vivent à domicile)	50 000

En cas d'impotence moyenne ou grave, les montants maximaux sont plus élevés.

Montants pour calculer les PC des personnes vivant dans un home

Les dépenses reconnues pour le calcul des prestations complémentaires (PC) des résidents d'un home ne sont pas les mêmes que celles des personnes vivant à domicile. Par contre, il n'y a pratiquement pas de différence en ce qui concerne les revenus déterminants.

Facteurs influençant le calcul des PC

Lorsqu'une personne réside dans un home, l'encadrement, l'hébergement et la nourriture sont financées par la taxe journalière, facturée par l'institution. S'y ajoute, comme dépense reconnue, un montant servant à couvrir les dépenses personnelles. Ces deux montants sont fixés par les cantons.

Calcul pour les couples mariés

Pour les couples vivant dans un home, un calcul séparé des prestations périodiques est établi pour chaque conjoint. Alors que les dépenses reconnues sont déterminées de manière individuelle, les revenus sont additionnés et attribués pour moitié à chacun d'eux.



Les deux pages suivantes comprennent des tableaux dont ressortent les dépenses reconnues et les revenus déterminants ainsi que les montants maximaux. On y trouve aussi des exemples de calcul. Le montant des PC correspond aux coûts non couverts, à savoir à la différence entre les revenus déterminants et les dépenses reconnues. Les coûts non couverts sont calculés pour un an et les PC sont versées mensuellement.

Personnes vivant dans un home : prestations périodiques



DÉPENSES RECONNUES

A DÉPENSES

	Montant
Taxe journalière pour le séjour dans un home pour personnes âgées ou handicapées ou dans un établissement de soins	Montant fixé par le canton
Forfait servant à couvrir les dépenses personnelles	Montant fixé par le canton
Prime de l'assurance-maladie obligatoire	Prime moyenne du canton ou de la région de primes concernée
Cotisations à l'AVS/AI/APG et à la prévoyance professionnelle obligatoire	Montants effectifs
Autres frais, tels que dépenses professionnelles, contributions d'entretien en vertu du droit de la famille, frais d'entretien des immeubles et intérêts hypothécaires	Dépenses documentées

Si les dépenses reconnues visées au tableau A sont supérieures aux revenus déterminants visés aux tableaux B, C et D, la différence correspond aux PC.

Calcul : $A - (B + C + D) = \text{prestations complémentaires}$



REVENUS DÉTERMINANTS

B REVENU D'UNE ACTIVITÉ LUCRATIVE

	Part prise en compte du revenu annuel	Exemple pour un revenu annuel de 40 000 francs
Personne seule	$\frac{2}{3}$ du revenu dépassant 1000 francs	$(40\,000 - 1000) \times \frac{2}{3}$ = 26 000 francs
Couple	$\frac{2}{3}$ du revenu dépassant 1500 francs	$(40\,000 - 1500) \times \frac{2}{3}$ = 25 667 francs
Personne(s) avec enfant(s)	$\frac{2}{3}$ du revenu dépassant 1500 francs	$(40\,000 - 1500) \times \frac{2}{3}$ = 25 667 francs

C AUTRES REVENUS

	Part prise en compte
Rentes versées par la Suisse ou par un autre pays	100 %
Allocations familiales, contributions d'entretien et revenus de la fortune	100 %
Revenus et parts de fortune auxquels il a été volontairement renoncé	variable

D FORTUNE

	Fortune déterminante	Part prise en compte	Exemple pour une fortune de 70 000 francs et une part prise en compte de $\frac{1}{10}$, resp. $\frac{1}{15}$
Personne seule	Part de la fortune dépassant 37 500 francs	Personnes à l'âge de la retraite : $\frac{1}{10} - \frac{1}{5}$	$(70\,000 - 37\,500) / 10$ = 3250 francs
		Autres personnes : $\frac{1}{15} - \frac{1}{5}$	$(70\,000 - 37\,500) / 15$ = 2167 francs
Couple	Part de la fortune dépassant 60 000 francs	Personnes à l'âge de la retraite : $\frac{1}{10} - \frac{1}{5}$	$(70\,000 - 60\,000) / 10$ = 1000 francs
		Autres personnes : $\frac{1}{15} - \frac{1}{5}$	$(70\,000 - 60\,000) / 15$ = 667 francs

VALEUR D'UN IMMEUBLE OCCUPÉ PAR LE PROPRIÉTAIRE (FAIT PARTIE DE LA FORTUNE DÉTERMINANTE)*

	Part prise en compte
L'un des conjoints vit à domicile, l'autre dans un home	Valeur fiscale moins une franchise de 300 000 francs

*Les dettes hypothécaires sont déduites de la fortune globale.

Personnes vivant dans un home : remboursement des frais de maladie et d'invalidité

MONTANT MAXIMAL

	Francs par an
Résidant d'un home	6000

Le montant maximal des frais de maladie ou d'invalidité remboursés aux résidents d'un home est nettement inférieur à celui des personnes vivant à domicile, parce qu'une grande partie de ces coûts est déjà incluse dans la taxe journalière du home.

Financement

Les prestations complémentaires (PC) sont financées par des recettes fiscales de la Confédération et des cantons et non par des cotisations salariales.

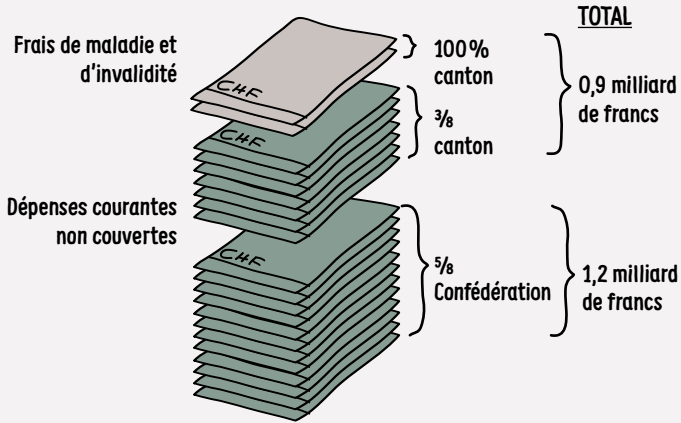
En 2017, les dépenses totales au titre des PC se sont chiffrées à 4,9 milliards de francs. Environ 30 % de ce montant, soit 1,5 milliard de francs, ont été financés par la Confédération. Les 70 % restants (3,4 milliards de francs) ont été pris en charge par les cantons. Ces derniers ont par ailleurs encore versé 1,8 milliard de francs pour couvrir les primes d'assurance-maladie des bénéficiaires de PC.

- La Confédération supporte cinq huitièmes des coûts des PC destinées à la couverture des dépenses courantes des personnes vivant à domicile ou dans un home. En 2017, cela correspondait à 1,5 milliard de francs pour un total de 2,4 milliards.
- Les cantons prennent en charge les trois huitièmes restants des fonds servant à couvrir les dépenses courantes des personnes vivant à domicile ou dans un home, soit 900 millions de francs.
- En outre, les cantons financent intégralement les PC servant à couvrir les frais supplémentaires occasionnés par un séjour en home (2 milliards) et ceux liés à une maladie ou une invalidité (500 millions).



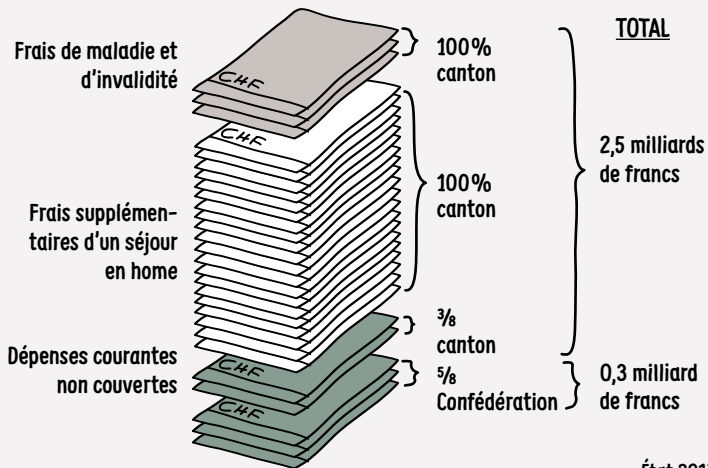
Certains cantons prévoient des prestations financières supplémentaires en faveur des retraités, souvent appelées PC cantonales. Ne faisant pas partie du système suisse des PC, ces prestations ne concernent que les cantons. Leur conception et leur financement ne sont pas traités dans la présente brochure.

Financement des PC pour les personnes à domicile



État 2017

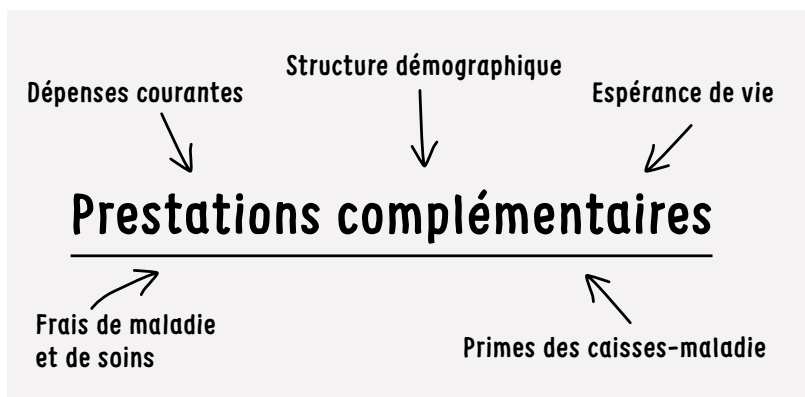
Financement des PC pour les résidents de home



État 2017

Défis

Les prestations complémentaires (PC) sont confrontées aux mêmes défis que les assurances qu'elles complètent (AVS et AI). Les changements démographiques sollicitent fortement le système et rendent nécessaires des adaptations. Le maintien du niveau des prestations reste prioritaire.



Toujours plus de personnes en Suisse vivent jusqu'à un âge avancé et perçoivent de ce fait plus longtemps une rente de l'AVS et, le cas échéant, de la prévoyance professionnelle. En 1948, l'espérance de vie d'un homme de 65 ans était d'à peine 12 ans et celle d'une femme de 65 ans, d'un peu plus de 13 ans. Aujourd'hui, elle est de 19,8 ans pour les hommes et de 22,7 ans pour les femmes. En parallèle, la génération dite des baby-boomers, nés dans les années 1950 et 1960, atteint désormais l'âge de la retraite. Le nombre de personnes au bénéfice d'une rente AVS augmente donc fortement, avec pour conséquence plus de bénéficiaires de PC.

Le vieillissement de la population s'accompagne d'un besoin croissant en soins. Les PC jouent un rôle important dans le financement des séjours en

home, puisque près de la moitié des pensionnaires sont tributaires de ces prestations. En 2017, 71 300 personnes au bénéfice de PC vivaient dans un home, soit 22 % de tous les bénéficiaires. Les coûts supplémentaires liés au séjour en home représentent pour leur part 40 % de l'ensemble des dépenses des PC.

L'évolution des coûts de la vie constitue un autre défi pour les PC, en particulier les dépenses croissantes pour le logement, car les forfaits ne couvrent pas toujours les loyers réels, ainsi que les primes de l'assurance-maladie en constante progression.

Le nombre des nouvelles rentes AI a fortement reculé ces dernières années. Cela a un effet positif sur les comptes du système des PC. Toutefois, la part des jeunes assurés tributaires d'une rente AI est en hausse. Ces jeunes bénéficiaires de rente ont plus souvent besoin de recourir aux PC. En effet, leur rente est modeste, car ils se trouvent au début de leur carrière professionnelle ou n'ont pas encore exercé d'activité lucrative.

Mentions légales

Cette brochure donne un aperçu général. L'examen au cas par cas s'effectue sur la base du droit en vigueur.

Reproduction partielle autorisée par l'éditeur – sauf pour l'usage commercial – à condition que la source soit citée et qu'un exemplaire soit remis à l'Office fédéral des assurances sociales (Communication).

Publié par l'Office fédéral des assurances sociales, avril 2019, droits d'auteur : OFAS, Berne, 2019

Distribution : OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Berne, www.bundespublikationen.admin.ch
Art. n° 318.005.3.F



Informations complémentaires sous: www.ofas.admin.ch